



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

**Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)
- 23 avril 2009**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici ou d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement nos positions. Notre revue de presse n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication du CNC

<http://www.lecnc.com>

cnc@lecnc.com

Presse Affaires, 23 avril 2009 - 640 000 nouveaux chômeurs inscrits aux États-Unis

Le nombre de nouvelles inscriptions au chômage aux États-Unis est remonté comme prévu au cours de la semaine close le 18 avril, après sa baisse surprise de la semaine précédente, selon les chiffres officiels corrigés des variations saisonnières publiés jeudi à Washington.

Le département du Travail américain a recensé 640 000 nouvelles demandes d'allocations (soit une hausse hebdomadaire de 4,4%), ce qui est conforme aux attentes des analystes, qui tablaient sur 639 000 nouveaux dossier.

Le ministère a revu le nombre de dossiers déposés la semaine précédente en légère hausse, à 613 000 (au lieu de 610 000), son plus bas niveau depuis le 24 janvier.

En moyenne sur quatre semaines, chiffre censé donner une meilleure idée de la tendance, le nombre des nouveaux inscrits au chômage atteint 646 750, en légère baisse par rapport aux 651 000 de la semaine précédente, mais toujours très proche de son pic de 658 750 atteint lors de la semaine achevée le 4 avril.

À la date du 11 avril, le taux de chômage indemnisé atteignait 4,6% soit 0,1 point

de plus que la semaine précédente. Ce taux est à son plus haut niveau depuis le 1er janvier 1983. Au 11 avril, le nombre de chômeurs indemnisés enregistrait un nouveau record, pour la douzième semaine de suite, dans les annales (c'est-à-dire depuis 1967), et dépasse les 6 millions pour la deuxième semaine d'affilée.

Les nouvelles demandes d'inscriptions hebdomadaires au chômage sont au-dessus de la barre des 600 000 depuis la dernière semaine de janvier.

Selon les derniers chiffres officiels, le taux de chômage aux États-Unis a atteint 8,5% en mars, soit son plus haut niveau depuis novembre 1983.

Un des dirigeants de la banque centrale américaine, Richard Fisher, a estimé récemment que ce taux pourrait atteindre 10% d'ici à la fin de l'année, alors que de nombreux économistes considèrent que l'économie ne pourra pas être stabilisée tant que l'hémorragie d'emplois ne ralentit pas.

Mais pour l'instant, le nombre de nouveaux chômeurs inscrits n'a pas baissé plus de deux semaines de suite depuis le début de la récession en décembre 2007.

La Nouvelle, 22 avril 2009 (Est-Ontarien) - Ottawa n'est pas Flint, mais...

Nous sommes à Flint, Michigan, en 1989. La récession frappe de plein fouet cette ville située à moins d'une heure de Détroit. Si fort qu'elle inspire Michael Moore, ce controversé cinéaste américain, pour le film Roger and Me. Il y tourne des images d'une municipalité dévastée, qu'on croit frappée par la guerre tellement les images sont dures.

Récemment, une station de radio d'Ottawa a décidé de reprendre plusieurs images de ce film, afin de mettre l'emphase sur la misère que les résidents de Flint enduraient à cette époque. L'objectif? Tenter de démontrer qu'Ottawa, en 2009, n'a rien à voir avec le Flint de 1989 (This ain't Flint). Avait-on vraiment besoin de nous convaincre sur ce point?

Avec cette campagne, menée sur le Web, la station de radio en question avait comme but à peine voilé de faire la démonstration à ses annonceurs que la crise économique mondiale ne frappe pas la région de la capitale nationale. Que, contrairement à ce qu'on rapporte partout dans les médias, Ottawa, bien cachée dans sa bulle de verre, échappe à la récession. Tout va très bien, Madame la Marquise. On tente comme on peut de ne pas perdre les revenus publicitaires qu'il

nous reste...

Car ne soyons pas dupes. Si Ottawa résiste tant bien que mal aux effets de la récession, du moins sur papier, c'est d'abord et avant tout en raison de ses nombreux emplois dans la fonction publique, des emplois quasi-garantis.

D'ailleurs, parenthèse, si je puis me permettre : paraît-il qu'il y a longtemps que les agents de l'assurance-emploi n'ont pas été si occupés. Ils peinent d'ailleurs à traiter les demandes et répondre aux appels. Un confrère, victime de la crise économique (à Ottawa? vraiment?), tente depuis trois jours de rejoindre quelqu'un à l'assurance-emploi, sans succès. La ligne est constamment occupée. Paradoxal, n'est-ce pas, que le département du chômage soit en manque de personnel? Fin de la parenthèse.

Revenons à nos moutons. La vidéo de ladite campagne de publicité, donc, montre les images de Flint en 1989, en plus d'énumérer les conséquences désastreuses de la récession qui frappait à l'époque l'ensemble de l'Amérique du Nord. Puis, ensuite, on nous montre des photos d'Ottawa, toutes prises sur le site de Tourisme Ottawa (sans même leur consentement!), des photos qui font évidemment la promotion de la capitale, du bien-être qu'on y retrouve, avec des gens souriants, des monuments majestueux, des paysages à couper le souffle. À toutes les 15 secondes, le narrateur insiste : «This ain't Flint!»

Cette vidéo a d'ailleurs fait sursauter les dirigeants de l'organisme, de même que ceux de Flint. Ils écrivaient, au début du mois, dans un communiqué conjoint : «Les agences de tourisme de Flint, Michigan, et Ottawa, Canada, se rejoignent pour dénoncer une campagne publicitaire par une station de radio d'Ottawa qui tente d'atteindre ses propres buts et objectifs pour Ottawa en punissant de manière injuste Flint».

Soit les personnes responsables de la publicité à la station de radio en question prennent leurs annonceurs pour des imbéciles, soit ils ne vivent pas sur la même planète que nous! Comment n'ont-ils pas pris connaissance des pertes d'emploi dans le secteur des technologies? Ou des médias? Ou dans tout autre domaine? Qui, aujourd'hui, peut se targuer de ne connaître absolument personne, dans son entourage, qui n'est pas touché par la crise qui secoue la planète?

Pire encore, comment n'ont-ils pas remarqué la hausse des prix des aliments, au supermarché du coin? Leurs régimes de retraite ont-ils connu des hausses fulgurantes parce qu'ils habitent la même ville que le premier ministre? Il est permis d'en douter...

Non, la vraie raison derrière cette stratégie, qui manque totalement de classe et de respect envers ce que les habitants de Flint ont vécu, c'est justement de tenter de rassurer les annonceurs. Mais ce n'est pas en comparant des pommes avec des melons que les spécialistes en marketing qui ont pensé à cette campagne réussiront à convaincre les commerçants locaux que la crise économique ne touche pas notre région.

Stéphane Jobin

La Presse Canadienne, 22 avril 2009 - Ottawa doit faire plus pour aider les Canadiens âgés, indique un rapport

Le gouvernement fédéral doit faire davantage pour venir en aide à la population vieillissante du pays, notamment en augmentant les prestations de retraite, le supplément de revenu garanti pour les personnes démunies et pour les soignants, recommande un nouveau rapport.

Rendu public mardi, le rapport final du comité spécial du Sénat sur le vieillissement conclut qu'il existe des lacunes graves dans les domaines des soins de santé, du logement, du transport et du soutien aux personnes âgées. Ces problèmes ne pourront qu'aller en s'amplifiant à mesure que les membres de la génération des bébé-boomers prendront leur retraite.

Pour la présidente du comité, la sénatrice libérale Sharon Carstairs, la situation est telle qu'elle porte atteinte aux droits de certains aînés.

Son collègue conservateur, le sénateur Wilbert Keon, soutient que des gens passent entre les mailles du filet et qu'il faut remédier aux problèmes du système pour que la transition s'effectue en douceur, en suivant l'évolution des besoins des aînés.

Le comité spécial a été créé en 2006 pour examiner les programmes et services publics offerts aux personnes âgées, dont les rangs grossissent rapidement alors que les Canadiens ont moins d'enfants, que les gens vivent plus vieux et que les bébé-boomers accèdent à la retraite.

Outre des hausses des prestations existantes, le comité recommande au gouvernement d'étudier plus attentivement la possibilité d'assurer un revenu annuel garanti à tous les Canadiens. Il préconise aussi une réforme au régime d'assurance-

emploi, afin de majorer les prestations versées aux gens qui quittent leur travail pour s'occuper d'un proche parent malade, menacé de mort prochaine.

Radio-Canada, 20 avril 2009 - Des élections à l'automne?

Des élections fédérales à l'automne? Michael Ignatieff a dit au Devoir qu'il y avait 90 % de chances de se retrouver en campagne électorale à l'automne. Mauvais rêve, cauchemar ou scénario réaliste?

Aux prises avec une crise économique inquiétante, les Canadiens ont-ils envie d'ouvrir leur porte aux politiciens? La réponse simple, confirmée par les sondages, est NON. À l'automne, même si la récession s'essouffle, la situation de l'emploi ne se sera pas meilleure, loin de là.

Dans ce contexte, les libéraux pensent qu'ils pourraient faire campagne avec succès sur un programme d'assurance-emploi plus généreux, capable de faire oublier qu'Ignatieff et les siens ont appuyé le budget du gouvernement Harper. Scénario intéressant, mais oh combien fragile!

Les intérêts du Bloc et du NPD

Et il y a aussi la réalité politique. Michael Ignatieff en rêve peut-être, mais comment pourra-t-il convaincre le Bloc et le NPD de l'aider à renverser le gouvernement, lui qui vient de faire un pied de nez à la coalition?

Commençons par le NPD. Depuis le sommet de 1988, le NPD a toujours obtenu ses meilleurs résultats quand le parti libéral était en difficulté. Les sondages indiquant une forte remontée des libéraux, Jack Layton voudra-t-il mettre en péril son caucus de 37 députés?

La situation du Bloc Québécois est plus compliquée. Certes, il surveille attentivement la remontée des libéraux au Québec, mais pour l'instant, le parti de Michael Ignatieff ne fait que récupérer le vote fédéraliste, au détriment des conservateurs. Mais il est clair qu'Ignatieff sera un adversaire plus redoutable que Stéphane Dion.

Autre question: après tout ce qui est arrivé depuis un an, Gilles Duceppe et les siens pourraient-ils soutenir les conservateurs le temps de faire adopter un budget ou d'écarter une motion de défiance libérale? Ce serait soumettre le caucus bloquiste à des discussions et des tensions importantes.

Le facteur Harper

Reste un facteur non négligeable. Stephen Harper, le stratège, sera prêt à faire des compromis importants, à offrir de jolis cadeaux au Bloc ou au NPD pour se maintenir au pouvoir.

Stephen Harper ne voudra sûrement pas laisser à Michael Ignatieff le choix de la date des prochaines élections. Il pourrait toujours orchestrer sa propre défaite, mais deux fois en moins d'un an... Les Canadiens pourraient ne pas le lui pardonner.

Quant aux libéraux, ils voudront sûrement attendre les prochains sondages, s'assurer qu'il y a une nette tendance avant de mettre la machine électorale en marche.

Un scrutin à l'automne? Rien n'est impossible, mais si le gros bon sens l'emporte, les Canadiens en seront épargnés.

Daniel Lessard

La Presse Canadienne, 20 avril 2009 - Layton cherche à prouver la pertinence de son parti

Jack Layton cherche à prouver que son parti est encore pertinent, alors que les sondages n'en ont que pour la remontée des libéraux et le déclin des conservateurs.

Après deux semaines de congé parlementaire, le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD) a convoqué ses députés, son personnel et les journalistes pour présenter son plan d'action pour les 10 prochaines semaines.

Jack Layton est apparu en bras de chemise et en cravate devant ses troupes dont une partie était installée, pour lui servir de décor, dans des petites estrades derrière lui.

Il a parlé de sa tournée des derniers jours, des difficultés que vivent les Canadiens secoués par la crise économique. Il a réclamé des changements à l'assurance-emploi, de l'aide pour les personnes âgées dépendant de leur pension et des règles pour limiter les taux d'intérêt des cartes de crédit.

Mais son discours n'affichait pas l'énergie habituelle du politicien et les réactions de son public, pourtant acquies, étaient modestes.

A le voir ces jours-ci, on a l'impression que le chef néo-démocrate ne s'est pas encore remis de l'échec de sa tentative de mettre au pouvoir un gouvernement de coalition et qu'il se cherche au moment où de plus en plus de Canadiens semblent trouver Michael Ignatieff.

LCN, 20 avril 2009 - Prestations pour maladie : Une femme mène une croisade pour faire changer l'assurance emploi

Une femme mène une croisade pour faire changer certaines règles de l'assurance emploi. Marie-Hélène Dubé, en rémission d'un cancer, prend les devants et refuse de s'apitoyer sur son sort. Dans le cadre de l'émission Mongrain, elle a dénoncé le fait que le programme canadien d'assurance emploi ne répond pas aux besoins des personnes qui ne sont pas au travail pour cause de maladie.

Elle est l'instigatrice d'une pétition qu'elle entend déposer à la Chambre des communes. Quelque 10 000 signatures ont été recueillies jusqu'à ce jour.

À l'heure actuelle, les personnes qui sont trop malades pour travailler peuvent bénéficier de prestations d'assurance emploi. Or, elles n'ont droit qu'à 15 semaines, tandis que les Canadiens qui ont perdu leur emploi peuvent recevoir jusqu'à 42 semaines de prestations, s'insurge Mme Dubé.

Par ailleurs, Mme Dubé s'explique mal pourquoi les sommes versées pour les prestations d'assurance maladie sont moindres que celles pour l'assurance emploi.

Elle souhaite que tous les Canadiens qui ne bénéficient d'aucune protection puissent recevoir davantage de prestations. «Ce qui est important, c'est que ce soit selon l'opinion du médecin, a-t-elle dit, parce que chaque cas est différent».

À Ottawa, un projet de loi pour assouplir les règles est sur la table. Le député bloquiste de Chambly-Borduas et critique en matière d'assurance emploi, Yves Lessard, juge que les dispositions actuelles sont discriminatoires, en particulier pour les femmes, puisqu'une majorité d'entre elles occupent des emplois atypiques.

Marie-Hélène Dubé

0202La Presse Canadienne, 19 avril 2009 - La récession frappe durement les jeunes travailleurs canadiens

Jeune diplômé, Mark Breese montrait tout les signes du succès l'an dernier: un téléviseur à écran plasma, un luxueux appartement et un nouveau poste d'ingénieur.

Moins d'un an après, l'emploi s'était envolé en fumée, la télévision était à vendre et le jeune homme de 23 ans vivait de nouveau chez ses parents.

M. Breese fait maintenant partie du nombre croissant de jeunes Canadiens sans emploi. Les membres de la tranche d'âge des 15 à 24 ans qui travaillaient à temps plein ont perdu une proportion disproportionnée des emplois qui sont disparus depuis le début de la présente récession.

Comparativement aux récessions précédentes, les jeunes travailleurs ont aussi perdu leur emploi plus rapidement.

M. Breese a perdu le poste d'ingénieur qu'il avait obtenu dans une société d'experts-conseils du secteur minier, poste qu'il avait trouvé dès sa sortie de l'université. En raison de l'effondrement des prix des produits de base, les projets auxquels il devait se consacrer ne se sont jamais matérialisés.

Il tente maintenant d'obtenir un permis de travail en Angleterre, où il espère se trouver un emploi de débarrasseur de tables dans un restaurant ou de réceptionniste dans un hôtel.

"Je faisais plus de 50 000 \$, et j'aurai le salaire minimum là-bas", a-t-il dit.

Tout le monde n'a pas eu la chance de se trouver un emploi comme l'a fait M. Breese dans sa branche, même aussi brièvement, dès la sortie de l'université. James Fairs, âgé de 23 ans, a aussi obtenu son diplôme le printemps dernier, après avoir suivi le programme des médias imprimés offert par le Collège Algonquin d'Ottawa. Il n'a pas été étonné de ne pas se dénicher un travail immédiatement, mais lorsque l'économie s'est effondrée, ses attentes ont aussi chuté.

"J'ai eu des entrevues à différents endroits en septembre, a-t-il raconté. Deux mois plus tard, l'économie a piqué du nez, et depuis, rien."

M. Fairs aimerait prendre un cours de conception Web pour étoffer son curriculum vitae, mais il n'en a pas les moyens. Il n'a trouvé qu'un poste à temps partiel dans une grande surface de Kanata, en banlieue d'Ottawa, et il consacre la majeure partie de son salaire au loyer que ses parents lui réclament pour demeurer chez eux.

Selon les plus récentes données de Statistique Canada, près de 15 pour cent des jeunes gens de 15 à 24 ans sont sans emploi. Il s'agit du taux le plus élevé enregistré depuis 1998.

Le Canada a connu le taux de perte d'emplois le plus élevé sur une période de cinq mois depuis la récession de 1982. Le taux de chômage est maintenant de sept pour cent au pays, soit un sommet en sept ans, et 357 000 emplois ont été perdus depuis octobre.

Claire Brownell